



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne,
après examen au cas par cas,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées
de Lanester (56)**

N° : 2019-006945

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) de Bretagne ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son article 5 alinéa 2 et son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai et 19 décembre 2016, du 16 octobre 2017 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la Mission régionale d'autorité environnementale le 3 mai 2018 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2019-006945 relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Lanester (56), reçue de la communauté de communes Lorient Agglomération le 13 mars 2019 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 4 avril 2019 ;

Considérant que les critères fixés à l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE, dont il doit être tenu compte pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, portent sur leurs caractéristiques, celles de leurs incidences et les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

Considérant que :

- la commune de Lanester est située dans le bassin versant du Blavet, le long de cette rivière, en continuité avec les communes d'Inzinzac-Lochrist et Hennebont ;
- le Blavet Aval fait l'objet d'un plan de prévention des risques inondation (PPRI) concernant notamment les communes d'Hennebont et Inzinzac-Lochrist ;
- l'embouchure du Blavet est concernée par un plan de prévention des risques littoraux (PPRL) concernant notamment la commune de Lanester ;
- le bon état des masses d'eau est un enjeu majeur inscrit à la fois dans le Sdage Loire Bretagne et les Sage Scorff et Blavet, l'objectif de retour à un bon état écologique pour le Plessis étant fixé à 2027 et celui du Blavet à 2021 ;
- le ruisseau du Plessis, récepteur des eaux usées de Lanester est identifié comme cours d'eau à protéger pour la migration des anguilles ;
- le ruisseau du Plessis reçoit également les eaux usées de la commune de Caudan, à environ 4 km en amont des rejets de la station de Lanester ;
- la zone est concernée par des activités conchylicoles, le secteur étant classé, d'un point de vue sanitaire, « non classé » ou classé C (zones où les coquillages nécessitent un reparcage de longue durée et où la pêche de loisir est interdite) ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Lanester correspond à la révision du PLU de la commune et intègre les nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, correspondant à un accueil de 1800 habitants environ ;

Considérant que les rejets d'eaux usées de la commune de Lanester sont traitées par la station d'épuration de Kerpont, équipement permettant la réduction des incidences des eaux usées sur le milieu récepteur (le Plessis), en même temps qu'une partie des rejets d'eaux usées de Caudan ;

Considérant que :

- les éléments d'information disponibles (portail d'information sur l'assainissement collectif) pour l'équipement de réduction des incidences sur l'environnement utilisé (station d'épuration de Kerpont) montrent une charge organique maximale reçue en 2017 de 36 545 EH et le dossier indique une charge moyenne de 18 766 Eh sur les 3 dernières années ;
- l'urbanisation complémentaire envisagée sur la commune, associée aux augmentations de flux d'eaux usées de Caudan, entraîne un flux complémentaire d'eaux usées et une charge organique supplémentaire estimée de 7618 EH, soit 21 % de plus que la charge organique maximale reçue en 2017 (ou +41 % par rapport à la charge moyenne) ;
- les éléments transmis ne permettent pas d'envisager une absence d'incidence notable sur le milieu récepteur Le Plessis, milieu sensible pour sa qualité des eaux, en particulier compte tenu des espèces présentes ;
- les incidences des rejets d'eaux usées sur le milieu récepteur Le Plessis (en prenant en compte la mesure de réduction en place, c'est-à-dire la station d'épuration) doivent être analysées également en cumul des incidences des rejets d'eaux usées de la ville de Caudan ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la révision du zonage des eaux usées de Lanester est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de la directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre IV du livre premier du code de l'urbanisme, **la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Lanester est soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Article 3

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe (www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Rennes, le 13 mai 2019

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
de Bretagne, la Présidente



Aline BAGUET

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale Bretagne
DREAL / CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Le recours contentieux doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex